

Working Group XI

Working document 12

## **Groupe de travail XI «Europe Sociale»**

**Objet: Observations sur les questions 4-7 du mandat du groupe  
par Mme Anne Van Lancker**

Les membres du groupe trouveront ci-joint les observations de Mme Anne Van Lancker, membre de la Convention.

Groupe de travail "affaires sociales" de la Convention.

Note de la part de Anne Van Lancker, membre de la Convention.

Bruxelles, le 6 janvier 2003

Réponses de Anne Van Lancker relatifs aux questions 4 à 7 du mandat du groupe de travail.

### I. la mise en œuvre des politiques de l'Union (questions 4-5-6)

Afin de pouvoir mener des politiques adéquates, il faut également prévoir les instruments et procédures, permettant la contribution de l'Union à la réalisation des objectifs selon un degré d'intensité variable et adaptée aux réalités complexes au sein de l'Union et des Etats membres.

#### La méthode ouverte de coordination. (question 4)

- La coordination des politiques devrait être introduite dans le Traité Constitutionnel, sous le Chapitre concernant les instruments de l'Union (mesures non-législatives). Ce nouvel instrument permettra aux Etats membres de coordonner leurs politiques autour d'objectifs définis en commun, d'indicateurs et de lignes directrices.

Cet article devrait :

- énoncer les objectifs de base, les procédures et les limites de la méthode ouverte de coordination d'une manière qui ne nuise pas à la souplesse de la méthode (l'un de ses principaux avantages) et qui n'ait pas pour effet de remplacer ou de contourner les mesures législatives;
- prévoir que la coordination des politiques soit organisée sur base d'une proposition de la Commission Européenne, approuvée par le Conseil et le Parlement Européen;
- prévoir que les parlements nationaux et les autorités régionales ou locales, ainsi que - le cas échéant - les partenaires sociaux et les ONG soient consultés;

Les domaines sociaux concernés, ainsi que la procédure sont spécifiés dans la deuxième partie du Traité constitutionnel dans son titre traitant de l'emploi et des affaires sociales.

### La coordination des politiques économiques et sociales. (question 5)

- Il faut établir un équilibre entre les différentes procédures par la synchronisation des procédures de coordination dans le domaine économique, de l'emploi et social, tout en n'affectant pas l'autonomie des procédures. Cet équilibre doit apparaître dans le Traité aux articles concernant la coordination économique, la coordination concernant les politiques de l'emploi et des affaires sociales. Les différentes procédures doivent être complémentaires et non pas subordonnées. Les GOPE - éventuellement avec une autre dénomination comme p.e. Grandes Orientations pour la Politique Economique, de l'Emploi et de la convergence Sociale - ont néanmoins la vocation à conserver le rôle de synthèse et de stratégie globale tout en garantissant la cohérence de l'ensemble des processus. Cela implique un rôle de coordination pour le Conseil Affaires Générales dans la préparation des Conseils européens du Printemps, ainsi que la prise en compte de façon équilibrée des résultats des coordinations respectives.
- Les GOPE doivent être approuvées sur proposition de la Commission européenne, à la majorité qualifiée au Conseil en association avec le Parlement européen.
- En ce qui concerne la politique de l'emploi il faut mentionner l'objectif du plein emploi , ainsi que la qualité de l'emploi.
- En ce qui concerne la modernisation de la protection sociale, il convient d'introduire une disposition au Traité définissant cette matière comme une question d'intérêt commun conformément à ce qui est prévu pour la politique économique et la politique de l'emploi.

### Procédures législatives et conventionnelles (question 6)

- La co-décision entre le Parlement Européen et le Conseil, qui décide à la majorité qualifiée, devient la procédure normale pour tout travail législatif. Du point de vue des compétences de l'emploi et des affaires sociales cela s'applique à
  - la sécurité sociale dans le cadre de la libre circulation des travailleurs - où on devra également intégrer les migrants non – communautaires (article 42);
  - la fiscalité (articles 95 et 175);

- la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs (article 137) ;
- la protection des travailleurs en cas de résiliation du contrat de travail (article 137) ;
- la représentation et la défense collective des intérêts des travailleurs et des employeurs, y compris la participation (article 137) ;
- les conditions d'emploi des ressortissants des pays tiers se trouvant en séjour régulier sur le territoire de la Communauté (article 137) ;
- les contributions financières visant la promotion de l'emploi (article 137) ;
- la cohésion économique et sociale (articles 159 et 161) ;
- la lutte contre toute forme de discrimination (article 13).

## II. Les principes démocratiques de l'Union (question 7)

- Comme le dialogue social est la pierre angulaire de notre modèle social européen, il convient de l'intégrer dans la Constitution au titre VI "vie démocratique de l'Union":

- Un article transversal dans le Traité constitutionnel doit permettre la Commission à consulter les partenaires sociaux dans tous les domaines qui les concernent et promouvoir le dialogue social.
- Les conventions collectives entre partenaires sociaux doivent être reprises dans la liste des instruments de la mise en œuvre des actions de l'Union. Il faut revoir la méthode de mise en œuvre des accords collectifs européens en octroyant à la Commission la compétence de conférer éventuellement un statut de portée générale aux accords collectifs européens, tout en garantissant l'autonomie et l'initiative des partenaires sociaux.
- Le dialogue social, ainsi que la concertation sociale tripartite et bipartite, doivent être mentionnés dans la Constitution. Un Conseil européen du travail doit devenir l'enceinte pour la négociation d'accords collectifs entre partenaires sociaux, tandis qu'un "Comité tripartite pour la concertation sociale pour la croissance, l'emploi et la cohésion sociale" doit servir comme plate-forme pour la préparation du dialogue macro-économique et la coordination socio-économique.
- L'élaboration d'un système de médiateurs sociaux européen qui a comme mission de contribuer à régler des conflits de travail avec une dimension européenne et dont l'intervention peut être sollicitée par les comités européens d'entreprise.

- Il faut prévoir une base légale pour la reconnaissance par l'Union du dialogue civil au niveau européen et de son rôle dans l'élaboration des politiques de l'Union, afin de répondre aux aspirations de la société civile européenne.